

# Fin de règnes à Marseille

**D**evinette : dans quelle ville française un fonctionnaire municipal peut-il percevoir deux salaires à temps plein, environ 1 500 euros brut mensuels chacun, pendant plus de trente ans, avec l'aval des maires successifs, chacun signant les autorisations de détachement tous les trois ans, de 1977 à 2014 ? Réponse : Marseille ! Il faut aussi être encarté Force ouvrière et pas trop regardant sur la « petite combine » proposée par la mutuelle des municipaux – créée et dirigée par la branche territoriale du syndicat – afin de faire prendre en charge une partie des salaires par la mairie. « J'avais 23 ans. Ils venaient de m'embaucher, raconte une ex-employée. Je n'ai pas trop cherché à comprendre, comme la plupart des 90 salariés concernés. Je me doutais qu'il y avait une magouille, puisque je me suis retrouvée avec deux fiches de paie plein temps du jour au lendemain. Mais FO, pour moi, c'était la famille. J'avais confiance. »

Sauf que la situation de cette salariée n'a jamais été régularisée, et que sa retraite est aujourd'hui amputée de moitié. Le JDD a eu accès à ses fiches de paie, de 1977 à 2014, ainsi qu'aux « renouvellements de mise à disposition » signés par Gaston Defferre, Robert Vigouroux et Jean-Claude Gaudin. Quand on évoque ce drôle de dossier devant Patrick Rué, l'actuel secrétaire général de FO-Territoriaux, également président du conseil d'administration de la mutuelle, il plaide la « grosse boulette ». Depuis son bureau – entièrement peint en rouge FO ! –, le syndicaliste minimise placidement : « Il y aurait effectivement eu une petite période où certains agents auraient perçu un double salaire pendant un temps. » Plus de trente ans, dans le cas de notre témoin, qui affirme aussi avoir été menacée quand elle a commencé à poser des questions.

De grosses menaces pour cacher une « grosse boulette » ? Ou les ultimes sursauts d'un système gangrené jusqu'à la moelle ? « Arrangements, magouilles, grenouillages, combines, entourloupes, carottes... », assène la syndicaliste Pascale Longhi. Appelez ça comme vous voulez, mais pour moi c'est de clientélisme qu'il s'agit. » Ex-FO, écoeuvée par des méthodes qu'elle a vues fonctionner de l'intérieur, cette femme décidée, cadre à la ville, a été l'une des premières à dénoncer le système de cogestion entre la Ville de Marseille et le syndicat FO-Territoriaux, sorte d'hydre politico-syndicale (une « pieuvre », osent certains) nourrie en secret par des générations d'élus depuis Gaston Defferre. Une machine dans la machine, capable d'imposer ses vues et ses hommes. Un monde presque invisible, tapi dans des sous-sols à linoléum aux portes bardées d'autocollants, derrière les drapeaux rouges qui claquent dans le mistral et les cafés-clopes entre « chers camarades ».

Du point de vue des élections professionnelles, c'est clair : pendant des décennies, aucun secteur de la vie municipale marseillaise n'a échappé à la puissance de feu de FO, avec des scores quasi stalinien, jusqu'à 70 % dans ses bastions, les crèches et les écoles, les parcs et jardins, et la propreté. Sans commune mesure avec son poids national (troisième syndicat derrière la CFDT et la CGT), cette omniprésence alimente encore bien des fantasmes. « Tu fais une enquête sur FO, tu veux finir

**CLIENTÉLISME** Pendant plus de cinquante ans, la mairie et l'omniprésent syndicat majoritaire, FO-Territoriaux, se sont alliés pour régenter la ville

**DOCUMENT** Ce système de cogestion pourrait ne pas survivre à Jean-Claude Gaudin. Un rapport accusateur a été rendu par la Cour des comptes

**GUYLAINE IDOUX**

Correspondante  
Marseille (Bouches-du-Rhône)

dans le Vieux-Port ? » Tous ceux qui ont travaillé sur Force ouvrière – chercheurs, sociologues, journalistes – ont entendu ce genre de phrase.

## UN PACTE AVEC GASTON DEFFERRE

Les historiens, eux, sont formels : le pacte mairie-FO a été mis en place dans les années 1950 par Gaston Defferre, qui vient alors de s'installer dans le fauteuil de premier édile. « [Le maire] craint que la CGT, majoritaire sur les quais et opposée au plan Marshall, ne bloque le port de Marseille, retrace l'enseignant Jean-Philippe Demory. Il a besoin d'un allié. Ce sera FO, qui vient justement de naître d'une scission avec la CGT. Ce nouveau syndicat se veut apolitique, en opposition à l'influence communiste grandissante au sein de la CGT. » Demory est l'auteur du seul travail universitaire existant à ce jour sur Force ouvrière à Marseille. Où l'on tombe sur ce détail croustillant : la section FO des marins et des dockers aurait bénéficié des fonds de la CIA, apportés par un lieutenant américain nommé Irving Brown, chargé d'affaiblir les syndicats communistes en France.

CIA ou pas, la situation arrange bien Gaston Defferre, qui restera maire de 1953 à 1986. « [Il] ne dialoguait qu'avec ce syndicat tout dévoué à sa personne, racontent le sociologue Michel Peraldi et le journaliste Michel Samson dans leur ouvrage *Gouverner Marseille* (La Découverte). [FO devient] l'interlocuteur privilégié du patron de l'administration, ce qui lui permet de défendre ses employés plus visiblement que les autres ; le maire obtient en contrepartie de pouvoir diriger son administration sans trop de conflits et de disposer d'un soutien en temps de crise, en particulier lors d'élections tendues. » Autrement dit : pas de grèves (ou très peu) et le soutien dans les urnes, contre des avantages pour les adhérents, des emplois notamment, piochés dans la manne publique. Donnant donnant. Un système tellement bien rodé qu'il va perdurer lors des mandats suivants, quelle que soit l'étiquette politique des maires successifs.

« Le clientélisme est une pratique courante en politique, fait remarquer Laurent Lhardit, conseiller



socialiste à la mairie des 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> arrondissements et cofondateur du think tank Le Mouvement. Le problème, à Marseille, c'est son ampleur et sa durée. » Les agents municipaux rejoignent FO pour les faveurs que le syndicat majoritaire est réputé procurer à ses adhérents, surtout durant les généreuses Trente Glorieuses : priorité pour le recrutement, notamment pour les fonctionnaires de catégorie C, les plus nombreux (75 % de la fonction publique territoriale) et les plus faciles à faire recruter ; attribution de logements sociaux (Gaston Defferre réserve même des immeubles entiers pour ses proches collaborateurs) ; mise en place du « fini-parti » pour les éboueurs (une fois le ramassage terminé, les agents peuvent quitter leur poste, sans contrainte horaire : un système, pourtant surnommé par les habitants « mal fini-déjà parti », qui a perduré jusqu'en 2017)...

Jusqu'à aujourd'hui, FO a aussi imposé d'être l'unique syndicat reçu en mairie, le seul à pouvoir négocier les horaires et les conditions de travail, les conditions d'embauche, les postes à pourvoir,

les primes, les jours de congé des agents municipaux. Autrement dit, un déni de démocratie syndicale : « C'est spécifique à Marseille et c'est insupportable, s'agace Yannis Darieux, secrétaire général à la FSU. Prenez l'agression au couteau de deux femmes dans une école, le 6 septembre. Le soir même, FO-Territoriaux était reçu en mairie et sortait dans la foulée un tract annonçant le renforcement de la sécurité dans les établissements scolaires. Ailleurs en France, la

mairie aurait non seulement reçu tous les syndicats, mais elle aurait communiqué elle-même sur les mesures prises. Nous n'avons toujours pas été reçus à ce jour. Et quand nous protestons contre cette omnipotence, la direction municipale nous répond qu'il est logique de parler avant tout à ceux qui sont majoritaires. »

## BALLET DE COLLEURS D'AFFICHES

Sans opposition, certains perdent toute mesure. Dans les années 2010, Elie-Claude Argy, l'un des anciens patrons des Territoriaux, est

**FO a imposé d'être l'unique syndicat reçu en mairie, et le seul à tout négocier**

## Enquête



Le syndicat Force ouvrière pour les agents territoriaux de la Ville de Marseille et de Marseille Provence Métropole en congrès, en juin 2006. À l'écran, Jean-Claude Gaudin, le maire de la cité phocéenne.

LA PROVENCE/MAXPPP

surnommé « le vice-roi de Marseille ». En 2011, Marc Katramados, l'ancien délégué général de la branche hospitalière (l'autre grand bastion FO), va jusqu'à déclarer dans *La Provence* : « Le vrai patron des hôpitaux de Marseille, c'est moi. » Une permanente de la CGT se souviendra longtemps du jour qui a suivi : « J'ai dû aller dans son bureau pour un courrier arrivé par erreur chez nous. Le téléphone a sonné, Marc Katramados a mis le haut-parleur pour que j'entende son interlocutrice, la directrice d'un des garages des hôpitaux... Elle lui demandait la liste des gens qu'il voulait voir embaucher. Quand il a raccroché, il m'a regardé droit dans les yeux et m'a lancé : "Alors, c'est qui le patron ?" Je suis sortie dans le couloir et j'en ai pleuré. Cette petite musique du "ici, c'est nous les patrons", elle n'a jamais vraiment cessé depuis. »

L'AP-HM (l'Assistance publique-Hôpitaux de Marseille) est le plus grand employeur de la ville avec ses 12 700 agents. Dans le bâtiment du siège, les frères ennemis CGT et FO se partagent les sous-sols, où les bureaux du syndicat majoritaire occupent un couloir entier. « Certains jours, il y avait carrément la queue : c'était les colleurs d'affiches qui arrivaient de la mairie pour se faire embaucher via FO », raconte l'une des militantes de la CGT. Le colleur d'affiches : une mascotte locale, aussi célèbre ici que le ravi de la crèche. Encore un legs de Gaston Defferre. « Ceux qui ont vu le système en action racontent que les gars recouvraient les affiches des rivaux à une vitesse hallucinante, raconte Jean-Philippe Demory. Ils faisaient jusqu'à quatre ou cinq passages par jour. En remerciement, les élus les faisaient embaucher à la Ville, souvent à la propriété, ou à l'AP-HM, l'autre grand pourvoyeur d'emplois publics. » Dans le secret de son bureau, un élu municipal LR le reconnaît volontiers : lui-même en a effectivement fait recruter des centaines quand il était en poste, entre 1995 et 2008.

Et tant pis si certains, pas vraiment motivés, considèrent ensuite qu'ils n'ont pas à faire leurs heures... Une sage-femme raconte : « À la maternité, il y en avait un qui était censé faire le ménage de nuit. Il venait prendre son plateau-repas, et puis : "Salut les filles, il faut que j'y aille." Il était gentil avec nous mais il ne faisait rien. Et on le voyait le lendemain à la permanence de campagne d'un élu. » Autre anecdote, rapportée celle-ci par un jeune médecin qui arrivait alors tout juste de Lyon : « J'avise un brancardier pour un malade.

## « Fini-parti »

Pratique en vigueur jusqu'en 2017, selon laquelle les éboueurs marseillais pouvaient quitter leur poste, sans contrainte horaire, une fois le ramassage terminé.

Il me regarde et me balance "Ho, je suis pas là pour répondre aux médecins, moi." Je regarde mes collègues. Ils se marraient, ils savaient qu'il ne fallait rien lui demander, à lui. »

« À une époque, entre la santé, les HLM et la Ville, les observateurs chiffraient à plus de 60 000 les emplois qui dépendaient de la mairie », rappelle l'ancien éboueur Pierre Godard, figure du syndicalisme local depuis les années 1970 et auteur avec André Donzel d'*Éboueurs de Marseille* (Syllepse). Une manne qui a longtemps attiré chez FO-Territoriaux, où la carte était vue comme une quasi-assurance d'embauche. Il serait bien sûr injuste de faire porter au couple FO-mairie la responsabilité de toutes les difficultés marseillaises. Mais le constat est là : un syndicat très fort, un service public très faible. Écoles vétustes, horaires des bibliothèques et des équipements sportifs réduits, salles de musées fermées faute de gardiens... Jusqu'à l'impensable : l'effondrement tragique du 5 novembre 2018 rue d'Aubagne, en plein centre de Marseille. Un électrochoc. Tandis que les pompiers dégageaient huit morts sous les décombres de deux immeubles insalubres, un vent de panique soufflait dans les services municipaux, montrés du doigt pour n'avoir pas évacué les habitants de ces édifices maintes fois signalés comme défectueux.

## DANS LE VISEUR DU PARQUET FINANCIER

« La direction générale des services de la Ville a accepté des mauvais castings depuis des années, constatent Pascale Longhi - l'ex-FO - et Luc Bedrossian, dirigeants du syndicat CFE-CGC-CFTC. On ne recrute pas forcément les gens en fonction de leurs compétences et de leur expérience, mais de la couleur de leur carte syndicale. Dans le lot, il y a des gens de qualité, qui ont heureusement réussi à s'adapter à leur poste. Mais d'autres n'ont pas les capacités requises et ils ne les auront jamais. » Le diagnostic fait mal. Même dans les urnes. En décembre 2018, FO perd la majorité absolue en mairie pour la première fois de son histoire. Pis, la liste CFE-CGC-CFTC lui passe devant chez

les cadres, avec 44 %. Vu de Marseille, c'est une quasi-révolution, d'autant que la liste concurrente fait mouche sur des mots d'ordre qu'on n'avait pas entendus depuis longtemps sur la Canebière : « L'équité, le mérite, la transparence dans les recrutements et les nominations, l'intérêt général. »

Tout l'inverse des dernières mandatures. « L'un des codes les plus importants du système Gaudin, c'était FO ; je suis un bon soldat, je suis fidèle, j'en ai donc été l'agent privilégié », lâche le sénateur Bruno Gilles, candidat LR aux municipales sur un argument hardi : « Qui mieux que quelqu'un qui connaît comme moi le système de l'intérieur peut le changer ? » Une rupture aussi appelée de ses vœux par Renaud Muselier : « La voie choisie par Jean-Claude Gaudin a été désastreuse, menant à une gestion calamiteuse de la ville, assène le président LR de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Pour moi, la tragédie de la rue d'Aubagne est la face émergée de l'effondrement de Marseille. Le maire a fait deux mandats de trop. Son administration vieillissante est incapable. »

Le constat est rude. Pour Jean-Claude Gaudin, pour FO, et surtout pour les Marseillais, ces « grands brûlés de la politique », comme les surnomme Olivia Fortin, une jeune cheffe

d'entreprise qui tente de rassembler une liste commune de gauche sur ce champ de ruines. « Prendre nos responsabilités et rendre à la fonction publique de la ville sa capacité d'agir » : elle prononce des mots que les Marseillais n'ont pas entendus depuis des décennies. Autres fins connaisseurs de la ville, le sociologue Michel Peraldi et le journaliste Michel Samson sortiront un nouveau livre en janvier, une sorte de diagnostic à quelques mois des municipales. Il s'appellera *Marseille en résistances* (La Découverte) et, c'est un signe, il n'y aura pas une ligne sur FO.

Car les temps changent. Les embauches se raréfient, tant à la mairie que dans les hôpitaux. Les vacataires, sur lesquels les syndicats ont peu de prise, y sont de plus en plus nombreux. Et puis la justice, aussi, s'intéresse de près aux pratiques peu orthodoxes du duo FO-mairie. Depuis 2018, une vaste enquête du parquet national financier (PNF) est en cours, avec dans le collimateur l'organisation du temps de travail, les congés, les récupérations et les heures supplémentaires. Plus de 300 agents ont été entendus en mairie, où les enquêteurs, au plus fort des auditions, avaient carrément un bureau voisin de celui du maire.

Après six mois d'enquête, la chambre régionale des comptes Provence-Alpes-Côte d'Azur, elle, vient de produire un rapport très attendu qui patiente pour l'heure sur le bureau du maire. Ceux qui l'y ont aperçu racontent qu'il est particulièrement épais, avec un chapitre « Ressources humaines » très étoffé. D'ici afin novembre, le maire s'est engagé à en communiquer les grandes lignes devant le conseil municipal. L'heure du bilan a sonné. ●

« Alors, c'est qui le patron ? »

Marc Katramados, ex-chef de file des hospitaliers FO, à une militante CGT